

## LE CAPITALISME REVISITE

Les ruptures des sociologues s'accompagnent, et il y a sans doute un lien entre ces événements, d'une reconsidération du futur du capitalisme par des économistes et de retournements idéologiques.

Certains économistes, et non des moindres, commencent à douter de la pérennité du capitalisme, ou du moins manifestent une attitude de plus en plus critique.

Dès 1993, malgré le triomphe du capitalisme sur le communisme qui s'était écroulé en URSS et dans les "démocraties populaires" occidentales, Robert Heilbroner gardait raison<sup>1</sup>. George Soros, figure de proue de la spéculation financière, dénonçait l'intégrisme des marchés en 1998<sup>2</sup>. Mais le choc critique est venu de Joseph E Stiglitz quand le prix Nobel d'économie a écrit que "le capitalisme perdait la tête"<sup>3</sup>.

Le Club de Rome a donné aussi, sinon un avis, du moins un conseil de prudence devant la vague de privatisations inconsidérées<sup>4</sup>.

En France deux livres ont relayé et renforcé la remise en cause. Ils ne viennent pas du clan anti-libéral et altermondiste, mais d'économistes ayant une stature professionnelle dans la finance<sup>5</sup>.

Je ne vais pas faire la recension de ces livres, je retiendrai seulement quelques arguments essentiels de la nouvelle critique.

- La polémique de Stiglitz se situe dans le contexte des "années folles 90" et de l'éclatement de la bulle spéculative de la "nouvelle économie" dont les dégâts ont été énormes. Des centaines de milliards de dollars sont partis en fumée, l'économie de certains pays, comme l'Argentine, la Thaïlande ou la Russie, a été mise à mal et la pauvreté s'est accentuée un peu partout. Ce n'est pas la carence de l'État, non l'excès, mais le manque de réglementation qui a été la source des problèmes, y compris le vol et l'escroquerie illustrés par les sagas Enron et Vivendi. En bref Stiglitz prend position pour un capitalisme régulé.

- Pour Jean Peyrelevade, si on le laisse faire, le capitalisme financier mène le système à sa perte. Ce dernier est dominé par les actionnaires<sup>6</sup>, ou plutôt par ceux qui les représentent - fonds de pension, Sicav, fonds de placement... — et dont l'efficacité se juge désormais à la rentabilité qu'ils parviennent à imposer aux gestionnaires des firmes dont ils sont les propriétaires pour le compte d'autrui. Changement historique, le « capitalisme rhénan », qui reposait sur un pacte implicite entre managers et banquiers en vue d'une stratégie de long terme, a disparu. Il a cédé la place aux marchés, c'est-à-dire à des apporteurs de fonds dont la première exigence est de pouvoir se retirer à tout moment, en liquidant en Bourse tout ou partie de leurs actions. « *Des normes de rentabilité excessives conduisent les chefs d'entreprise à être les premiers agents d'une mondialisation sans frontière (...). De leur adoption découle un sous-investissement ennemi du plein-emploi* », une « *nouvelle forme d'économie de rente (...), qui ne pense qu'à baisser ses coûts de production et oublie d'investir pour avoir davantage à distribuer*. En fait Une poignée de gestionnaires d'actifs financiers« *imposent leurs vues aux dirigeants de quelques milliers d'entreprises cotées qui ne sont plus que les serviteurs dévoués d'une machinerie irrésistible* ». Peyrelevade ne met pas ses espoirs ni dans l'autorégulation ni dans l'altermondialisme, mais dans le politique : la capacité des Etats à s'entendre sur des modes de

---

<sup>1</sup> Robert Heilbroner "21<sup>st</sup> Century, capitalism" W.W. Norton & Co 1993

<sup>2</sup> George Soros "La crise du capitalisme mondial, l'intégrisme des marchés" Plon 1998

<sup>3</sup> Joseph E. Stiglitz "Quand le capitalisme perd la tête" Fayard 2003

<sup>4</sup> Ernst Ulrich von Weizsäcker et al. "Limits to privatization, how to avoid too much of a good thing" A report to the Club of Rome, Eartscan 2005.

<sup>5</sup> Patrick Artur et Marie-Paule Virard "Le capitalisme est en train de s'autodétruire" La découverte 2005 ; Jean Peyrelevade "Le capitalisme total" Seuil 2005.

<sup>6</sup> Le monde des actionnaires est caractérisé par de prodigieuses inégalités ; « *Dix à douze millions d'individus (2<sup>0</sup>/100 de la population mondiale) contrôlent la moitié de la capitalisation boursière de la planète.* » Et ce n'est pas tout « *Dans chaque coupe de population d'actionnaires, classée par niveau de patrimoine, les 1 % les plus fortunés possèdent 50 % de la richesse totale.* »

gouvernance qui prennent en compte le long terme, qui fixent des normes de rentabilité compatibles avec cet horizon de temps, qui incitent au réinvestissement plus qu'aux dividendes, voire qui bornent les rémunérations des dirigeants, indexées trop souvent sur la rentabilité financière des firmes qu'ils dirigent.

- Le livre de Patrick Artus et Marie-Paule Virard est le plus radical. Avec la vague de profits sans précédent, les entreprises favorisant les actionnaires au détriment de l'investissement ou des salariés. Les entreprises n'utilisent pas les profits et le cash pour investir. Il s'ensuit un « *capitalisme sans projet* ». Par ailleurs, la mondialisation génère avec les délocalisations, la montée du chômage industriel. Elle affaiblit le pouvoir de négociation des salariés et fait disparaître les besoins d'investissement. Les entreprises n'ont pas besoin de capacités supplémentaires sur leur territoire, elles préfèrent les transférer dans les pays à bas salaires, où le coût des investissements est plus faible.

Lié à l'affaiblissement du pouvoir de négociation des salariés dans le cadre de la mondialisation, le partage des revenus en faveur du capital et au détriment du travail pénalise la demande intérieure et asthénie les créations d'emploi. C'est ce cercle vicieux qu'il faut rompre<sup>7</sup>

Le fond du problème, c'est le niveau de rendement, au moins 15 %, demandé aux entreprises par les actionnaires. Avec de telles exigences, les grands groupes cotés n'ont plus la possibilité de faire des investissements normaux. C'est l'arrêt de la recherche, la renonciation à des projets à horizon long. Comme une partie importante de l'exigence de rentabilité provient des fonds de pension anglo-saxons qui se font concurrence sur la base de performances mensuelles. Ce qui crée une surenchère dans la demande de rentabilité. Il faut donc convaincre les investisseurs d'introduire des objectifs de long terme dans la gestion de leurs fonds. Mais la question est : comment ?

Ni Artus, ni Peyrelevade, n'apportent de réponses convaincantes à cette interrogation fondamentale. Stiglitz situe la réponse au niveau international, à la dimension de la gouvernance mondiale, et sans doute a-t-il raison. D'autres essais s'attachent à la compréhension du nouveau capitalisme<sup>8</sup> et à son avenir<sup>9</sup>. Mais le premier, s'il permet de comprendre les dérives financières et boursières récentes, confine la régulation dans ces sphères. Le second conclue que "si l'avenir appartient bien au capitalisme - à la condition, ajoute-t-il, qu'il puisse surmonter les contradictions naturelles qui menacent son équilibre, il appartient aussi à toutes les nations qui en ont adopté les principes essentiels". Rejet donc du modèle unique et dominant, en l'occurrence, l'Américain. Cela ne renseigne guère sur son avenir.

- Dans un tout autre registre, des tentatives théoriques éclosent pour comprendre et anticiper. Celle de Jacques Sapir est de jeter les bases d'une théorie générale et cohérente qui prenne en compte non seulement l'économie mais le politique, le juridique et le sociologique<sup>10</sup>. C'est aussi l'approche de la théorie de la régulation. On sait qu'elle intègre à la fois des éléments économiques - l'efficacité des investissements, la fiscalité... -, des éléments sociologiques - le type de règles déterminant l'évolution des salaires, les comportements de consommation... - et des éléments politiques (rôle et nature de l'Etat). C'est ce qui en fait la richesse et la difficulté. L'école de la régulation désigne un courant de pensée qui a fait de ce concept une grille de lecture et d'interprétation de la réalité sociale. Cette école, bien que d'origine marxiste, échappe aux critiques que l'on a pu faire au marxisme, notamment le rôle dominant (et souvent exclusif) accordé aux phénomènes économiques dans la détermination de l'évolution sociale<sup>11</sup>. Avec Rober Boyer<sup>12</sup> et "l'école française de la régulation", la recherche est celle de la diversité des capitalismes. Il ne s'agit plus seulement de comprendre pourquoi notre système social entre en crise et se transforme, mais pourquoi ici il évolue de telle manière, et ailleurs

---

<sup>7</sup> Par exemple, en France, une moitié de la hausse des profits provient de la déformation du partage des revenus, en faveur du capital et au détriment du travail. Il y a un glissement depuis la mi-2003. En 2004, la productivité augmente de 1,8 %, les salaires réels de 0,5 %. Autrement dit, il y a 1,3 % qui n'est pas donné aux salariés. L'autre moitié de la hausse des profits vient de la baisse des coûts engendrée par les délocalisations. C'est un cercle vicieux. Les profits ne sont pas investis. La masse salariale augmente à peine de 0,6 %.

<sup>8</sup> Elie Cohen "Le nouvel âge du capitalisme" Ed. Fayard 2005.

<sup>9</sup> Jean-Luc Gréau "L'avenir du capitalisme" Gallimard 2005.

<sup>10</sup> Jacques Sapir "Quelle économie pour le XXIe siècle ?" Ed. Odile Jacob 2005.

<sup>11</sup> Voir dictionnaire du céderon Alternatives Economiques

<sup>12</sup> Robert Boyer "Une théorie du capitalisme est-elle possible ?" Odile Jacob 2004

différemment. Il explique le rôle du politique et des acteurs sociaux dans ces configurations nationales différentes et ne les réduit pas seulement à des différences culturelles. (On notera la divergence avec le paradigme de Touraine) Et il en conclut que, contrairement aux attentes des libéraux, il ne croit pas à l'idée d'une convergence, le modèle le plus "performant" des capitalismes finissant par s'imposer partout. (Contrairement à la conclusion de Gréau). Quel sera alors l'avenir du capitalisme ? Robert Boyer ne le dit pas et je pense, que dans l'état de la théorie, nul ne peut réellement l'anticiper. Le chantier reste ouvert, toutefois un sillon prometteur est tracé dès que l'on sort de l'économisme et que l'on avance avec des outils interdisciplinaires. On peut conjecturer que la pression de la société, les gigantesques menaces climatiques qui pèsent sur la planète pousseront à la transdisciplinarité, c'est-à-dire "ce qui est à la fois *entre* les disciplines, *à travers* les différentes disciplines, *au-delà* de toute discipline..(et dont) sa finalité est la *compréhension* du monde *présent*, dont un des impératifs est l'unité de la connaissance"<sup>13</sup>.

## RETOURNEMENTS IDEOLOGIQUES

Revenons sur la terre présente en 2005. Bien qu'en cette fin d'année nombre de publications mettent l'accent sur l'optimisme et les raisons d'espérer, sans trop se risquer aux prévisions, le fait est frappant de constater qu'à côté des révisions déchirantes de sociologues, incertitudes d'économistes, l'opinion du grand public change, du moins en France. C'est ainsi que le Directeur du Courrier International écrivait dans son éditorial<sup>14</sup> : "2005 se termine sur une note dubitative. Pour une raison assez claire : l'ouverture des frontières et la formation d'ensembles multinationaux ne sont plus payantes politiquement.... Qu'il s'agisse du néolibéralisme ou de l'écologie, 2005 restera peut-être comme l'année du retournement idéologique. De plus en plus de gens ne sont plus convaincus par les promesses de ce libre-échange étendu aux services, à l'agriculture, etc. De même, de plus en plus de gens sont convaincus que le réchauffement de la planète est une réalité et que, tôt ou tard, il faudra prendre des mesures qui amputeront nos budgets et transformeront nos modes de vie. À Montréal non plus, il n'est pas sorti grand-chose du sommet sur l'après-Kyoto, mais on sent malgré tout que le pli est pris. Certes, ce tournant idéologique ne se traduit pas par des majorités politiques. Pour passer de la réflexion à l'action, il faut des principes simples, qui puissent être martelés et compris de beaucoup. Le néolibéralisme, imaginé dans les années 1960, avait ainsi concocté des maximes sur l'Etat minimal et sur les vertus bienfaitrices des marchés. Pour l'instant, il n'y a rien de tel dans le camp adverse. Peut-être dans les années qui viennent ?".

Oui, peut-être, mais si les sociologues ont bien saisi la société actuelle, on mesure l'énorme défi pour construire en son sein un projet collectif.

---

<sup>13</sup> Basarab Nicolescu et alias "La transdisciplinarité, manifeste" Rocher 1996.

<sup>14</sup> Philippe Thureau-Dangin Courrier international - n° 790-791 - 22 déc. 2005